



Feel good about payments

# COMMUNICATION FINANCIÈRE

## RÉSULTATS ANNUELS 2020

Mise à disposition du Rapport Financier Annuel 2020

HPS met à la disposition du public son Rapport Financier Annuel pour l'année 2020  
au niveau de la rubrique « Investor Relations » sur son site web [www.hps-worldwide.com](http://www.hps-worldwide.com)

[www.hps-worldwide.com](http://www.hps-worldwide.com)

### À propos de HPS

HPS est une multinationale, leader dans la fourniture de solutions et services de paiement pour les émetteurs, les acquéreurs, les processeurs, les opérateurs de réseaux mobiles (MNOs), la grande distribution, les organisations indépendantes de vente (ISOs), ainsi que les switchs nationaux et régionaux dans le monde. PowerCARD est une suite complète de solutions de HPS qui couvre toute la chaîne de valeur des paiements. Elle permet des paiements innovants grâce à sa plateforme ouverte qui assure le traitement de toutes les transactions initiées par tous les moyens de paiement en provenance de n'importe quel canal. PowerCARD est utilisé par plus de 400 institutions dans plus de 90 pays. HPS est cotée à la Bourse de Casablanca depuis 2006 et possède des bureaux dans les principaux centres d'affaires (Afrique, Europe, Asie, Moyen-Orient). Plus d'informations sur : [www.hps-worldwide.com](http://www.hps-worldwide.com)

### HPS - Siège Social

Casablanca Nearshore Park, Shore 1 - 1100, bd Al Qods - Sidi Maârouf 20270 - Casablanca - Morocco - Tel: + 212 529 045 000

### Contact

[invest@hps-worldwide.com](mailto:invest@hps-worldwide.com)



## Consolidation des fondamentaux et renforcement de la résilience du Groupe

- ▶ Hausse des revenus consolidés de 1,2% et de 3,7% à taux de change constant
- ▶ Forte croissance de l'activité Processing
- ▶ Forte génération du cash et renforcement du backlog

*“La forte diversification de notre Groupe et la pertinence de nos orientations stratégiques ont contribué à la résilience de l'ensemble des activités durant une année 2020 difficile. En dépit des contraintes de mobilité, nos équipes ont fait preuve d'un engagement exemplaire ayant permis le déploiement réussi de projets importants et la signature de nouveaux contrats majeurs.” M. Mohamed HORANI - Président HPS*

### Analyse de l'activité

#### Croissance et renforcement de la contribution des revenus récurrents

Dans le contexte de crise sanitaire ayant marqué l'année 2020, les revenus consolidés du Groupe HPS s'élèvent à 728,5 M MAD, en hausse de 1,2%. À taux de change constant (MAD/USD), les revenus consolidés ressortent en hausse de 3,7%.

Sous l'effet de la mobilité limitée des équipes pour le déploiement des différents projets et de l'effet change sur ses revenus, l'activité Solutions a connu un recul de -2,1%. L'activité Services a été impactée par la crise sanitaire en France limitant ainsi ses réalisations aux projets menés à distance. Grâce à la montée en puissance des revenus Paiement et au redressement du Switching sur le 2ème semestre, les revenus de l'activité Processing ont réalisé une forte hausse de 46,5%.

Les revenus récurrents augmentent de 10,8% et renforcent leur part dans les revenus consolidés pour s'établir à 62% contre 57% en 2019.

#### Bonne maîtrise des charges dans un contexte de renforcement de nos investissements

Accompagnant les transformations profondes de l'industrie du paiement et la digitalisation croissante des interactions entre les différents acteurs économiques, le Groupe HPS continue d'enrichir sa plateforme de solutions PowerCARD. L'investissement en R&D réalisé durant cette année s'élève à 92,7 M MAD, en hausse de 14,7%, représentant 12,7% des revenus consolidés.

L'année 2020 a connu également la mise en place d'un Data Center en Europe avec un partenaire local pour accompagner le développement de l'activité Processing dans la région.

#### Impact de l'USD sur l'activité

L'évolution défavorable du taux de change USD/MAD (-7,2% entre fin 2019 et fin 2020), a fortement impacté les revenus du Groupe aussi bien au niveau du résultat d'exploitation qu'au niveau du résultat financier.

#### Renforcement de la position de liquidité

En maîtrisant son cycle d'implémentation et de recouvrement, HPS a renforcé sa solidité financière grâce à la gestion optimale de son BFR. En dépit de la tension sur le cash due à la crise sanitaire, les activités de HPS ont généré un flux net de trésorerie de 126,1 M MAD contre 48,9 M MAD en 2019, portant la trésorerie du Groupe à 223,5 M MAD contre 85,4 M MAD en 2019. Cette performance conforte les capacités d'investissement et de croissance du Groupe pour déployer ses objectifs stratégiques.

#### Renforcement du backlog

Malgré les contraintes liées à la mobilité des équipes, le Groupe HPS a démontré une dynamique commerciale soutenue, réalisant une importante prise de commande au cours de cette année. Le backlog s'élève ainsi à 572,8 M MAD, en hausse de 10,9%.

#### Effort soutenu en Recherche & Développement

HPS poursuit le développement de la version 4 de PowerCARD qui devra conforter son positionnement en tête des solutions de paiement au niveau mondial.

Ces investissements renforcés en R&D devront permettre la sortie de la V4 conformément aux plannings annoncés

#### Solutions / -2,1%

2020 485,5  
2019 495,8

- ▶ Renforcement des revenus récurrents
- ▶ Forte activité commerciale avec la signature de contrats importants au cours du 2ème semestre
- ▶ Poursuite des investissements en R&D
- ▶ Impact des restrictions de mobilité limité grâce au Plan de Continuité d'Activité

#### Processing / +46,5%

2020 98,2  
2019 67,1

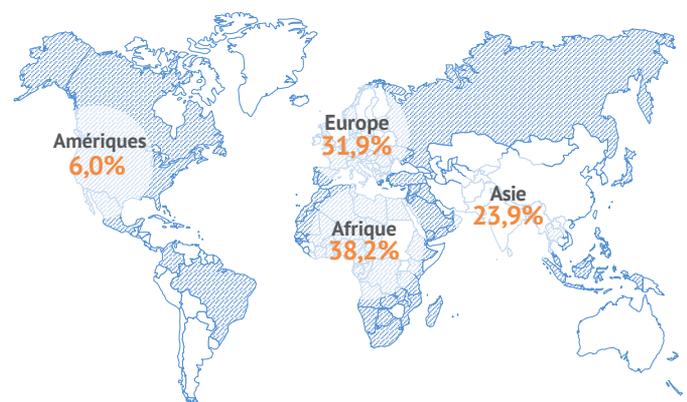
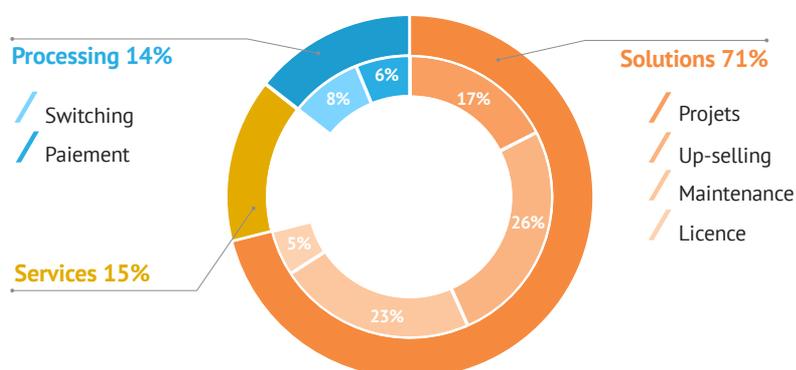
- ▶ Forte hausse de l'activité Paiement avec le déploiement des projets majeurs en cours
- ▶ Reprise de l'activité Switching après le fort impact du confinement au Maroc sur l'activité
- ▶ Reconstitution de la certification PCI-DSS

#### Services / -7,9%

2020 99,6  
2019 108,2

- ▶ Impact de la crise sanitaire en France sur l'activité
- ▶ Synergie avec les autres activités du Groupe
- ▶ Renforcement des références avec de nouvelles signatures au cours du 2ème semestre (France Télévision, ARTE France, AGIRC-ARRCO)

### Répartition des revenus par activité et par zone géographique



### Chiffres clés consolidés

Montant en M MAD	2020	2019	Variation
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>728,5</b>	<b>719,6</b>	<b>1,2%</b>
Dont revenus récurrents	453,8	409,7	10,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>120,5</b>	<b>126,9</b>	<b>-4,8%</b>
Marge d'exploitation	16,5%	17,6%	-1,0 pt
<b>Résultat net (part du groupe)</b>	<b>84,4</b>	<b>93,8</b>	<b>-9,7%</b>
Marge nette	11,6%	13,0%	-1,4 pt
<b>Résultat par action</b>	<b>119,9</b>	<b>133,3</b>	<b>-9,7%</b>
<b>Recherche et développement</b>	<b>92,7</b>	<b>80,8</b>	<b>14,7%</b>
<b>Trésorerie fin de période</b>	<b>223,6</b>	<b>85,4</b>	<b>162%</b>
<b>Backlog</b>	<b>572,8</b>	<b>516,5</b>	<b>10,9%</b>

### Perspectives

La crise du COVID-19 a contribué à l'accélération des tendances dans l'industrie du paiement, telles que la réduction de l'utilisation du cash ou encore le très fort développement du sans-contact pour les paiements de proximité.

Dans ce contexte, le Groupe HPS continuera à renforcer ses investissements dans l'innovation et la Recherche & Développement afin de consolider la position de sa plateforme PowerCARD à l'échelle mondiale.

Avec l'amélioration attendue de la situation sanitaire, HPS continuera le renforcement de son profil de croissance et de profitabilité. Pour cela, le Groupe s'appuiera notamment sur l'exécution de son plan stratégique, à savoir le développement de l'offre "Licence" sur les marchés européen et asiatique, la consolidation de l'offre "Processing" sur les marchés historiques en Afrique et au Moyen Orient et la poursuite d'une stratégie de croissance externe ciblée.

Au titre de l'exercice 2020, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire la

BILAN ACTIF		
	31/12/2020	31/12/2019
<b>Actif immobilisé</b>	<b>186 410 028</b>	<b>172 627 871</b>
Écart d'acquisition	-	1 845 456
Immobilisations incorporelles	89 781 771	88 799 088
Immobilisations corporelles	40 461 825	37 273 415
Immobilisations financières	1 926 364	1 910 271
Titres mis en équivalence	54 240 069	42 799 642
<b>Actif circulant</b>	<b>996 509 440</b>	<b>933 477 821</b>
Stocks et en cours	77 185 457	69 413 256
Clients et comptes rattachés	561 401 760	710 894 693
Impôts différés actifs	4 028 568	3 762 976
Autres créances et comptes de régularisation	130 336 506	63 940 338
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	223 557 149	85 466 559
<b>Total de l'Actif</b>	<b>1 182 919 468</b>	<b>1 106 105 692</b>

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
	2020	2019
Chiffres d'affaires	674 068 852	683 684 278
Variation de stocks de produits	7 772 201	5 091 646
Production immobilisée	-	-
Autres produits d'exploitation	46 644 105	30 824 403
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>728 485 158</b>	<b>719 600 327</b>
Achats revendus de Marchandises	-	-1 774 989
Achats consommés	-103 705 915	-84 461 142
Charges externes	-113 566 853	-139 497 796
Charges de personnel	-311 911 399	-306 242 429
Autres charges d'exploitation	-27 465 273	-10 338 185
Impôts et taxes	-11 615 178	-8 953 821
Dotations d'exploitation	-39 693 360	-41 412 541
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-607 957 978</b>	<b>-592 680 904</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>120 527 180</b>	<b>126 919 423</b>
<b>Marge d'exploitation</b>	<b>16,5%</b>	<b>17,6%</b>
Charges et produits financiers	-19 080 401	-6 305 297
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>101 446 779</b>	<b>120 614 126</b>
Charges et produits non courants	-5 900 698	-4 612 673
Impôts sur les résultats	-24 949 967	-29 114 774
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>70 596 113</b>	<b>86 886 679</b>
Quote part dans les résultats des entreprises MEE	15 696 617	10 600 607
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-1 898 851	-3 690 912
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>84 393 880</b>	<b>93 796 375</b>
Intérêts minoritaires	-	-
<b>Résultat net (Part du groupe)</b>	<b>84 393 880</b>	<b>93 796 375</b>
<b>Marge nette</b>	<b>11,6%</b>	<b>13,0%</b>
<b>Résultat par action</b>	<b>119,95</b>	<b>133,31</b>

BILAN PASSIF		
	31/12/2020	31/12/2019
<b>Capitaux Propres</b>	<b>494 307 750</b>	<b>413 576 939</b>
Capital	70 359 900	70 359 900
Primes d'émission	31 623 410	31 623 410
Réserves consolidées	307 930 561	217 797 255
Résultats consolidés	84 393 880	93 796 375
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>494 307 750</b>	<b>413 576 939</b>
Intérêts minoritaires	-	-
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>494 307 750</b>	<b>413 576 939</b>
<b>Passifs à long terme</b>	<b>117 021 475</b>	<b>68 456 924</b>
Dettes financières à long terme	111 964 036	63 999 201
Subventions reçues	-	-
Avances conditionnées	-	-
Provisions pour risques et charges	5 057 438	4 457 723
<b>Passif circulant</b>	<b>571 590 244</b>	<b>624 071 829</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	56 741 144	84 941 883
Autres dettes et comptes de régularisation	514 849 101	538 896 398
Impôts différés passifs	-	233 333
Trésorerie passif	-	215
<b>Total du Passif</b>	<b>1 182 919 468</b>	<b>1 106 105 692</b>

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE		
	31/12/2020	31/12/2019
<b>Résultat net</b>	<b>84 393 880</b>	<b>93 796 375</b>
Élimination des charges et produits nets sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité	-	-
-Dotations aux amortissements	22 912 855	19 702 875
-Variation des impôts différés	-475 407	-1 143 132
-Plus ou moins value de cession	2 500 761	2 956
-Autres produits (charges) nets sans effets sur la trésorerie	1 954 650	3 622 813
-Quote part dans le résultat des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-8 676 520	-6 088 172
<b>Capacités d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>102 610 218</b>	<b>109 893 714</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	23 575 774	-61 024 039
<b>Flux net de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>126 185 992</b>	<b>48 869 674</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-17 882 428	-30 429 281
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	-	-
Cession de titres de sociétés mises en équivalence	-	-
Acquisition nette de titre de société consolidée	-7 409 203	-
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>-25 291 630</b>	<b>-30 429 281</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-35 179 950
Augmentation du capital en numéraire	-	-
Autres	-16 093	-336 667
Variations des emprunts	36 356 236	-19 210 542
<b>Flux des opérations de financement</b>	<b>36 340 143</b>	<b>-54 727 159</b>
Mouvements de conversion	856 301	-1 140 669
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	<b>138 090 806</b>	<b>-37 427 434</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>85 466 344</b>	<b>122 893 992</b>
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>223 557 149</b>	<b>85 466 559</b>

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX							
	Capital	Primes d'émission	Écart de changes	Réserves et résultat consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
<b>Situation au 31 décembre 2018</b>	<b>70 359 900</b>	<b>31 623 410</b>	<b>-644 046</b>	<b>255 157 535</b>	<b>356 496 799</b>	-	<b>356 496 799</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-35 179 950	-35 179 950	-	-35 179 950
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	93 796 375	93 796 375	-	93 796 375
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-1 536 284	-	-1 536 284	-	-1 536 284
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>70 359 900</b>	<b>31 623 410</b>	<b>-2 180 331</b>	<b>313 773 960</b>	<b>413 576 939</b>	-	<b>413 576 939</b>
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	84 393 880	84 393 880	-	84 393 880
Écarts de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-3 663 069	-	-3 663 069	-	-3 663 069
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>70 359 900</b>	<b>31 623 410</b>	<b>-5 843 399</b>	<b>398 167 840</b>	<b>494 307 750</b>	-	<b>494 307 750</b>



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour  
20050 Casablanca  
Maroc

## Aux Actionnaires de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS »

Casablanca Nearshore Park Shore 1, Secteur A 1100 boulevard Al Qods Sidi Maârouf, Casablanca

### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020



Lot 57, Tour CFC  
20220 Hay Hassani  
Casablanca, Maroc

#### OPINION

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de MAD 494 307 750 dont un bénéfice net consolidé de MAD 84 393 880. Ces états ont été établis en date du 17 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

##### Comptabilisation du chiffre d'affaires sur les contrats à long terme

###### Risque identifié

L'installation des solutions Powercard ainsi que les nouvelles demandes (NRF) sont réalisées sur plusieurs années. Ainsi, leur chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation selon le degré d'avancement, déterminé par comparaison des coûts engagés à la clôture aux coûts totaux prévus sur la durée du contrat. Cette méthode vise à conserver le niveau de charge et à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts associés des contrats à long terme comme un point clé de l'audit dans la mesure où les coûts estimés sur ces contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles et que leur estimation a une incidence directe sur le niveau du chiffre d'affaires et de la marge comptabilisés dans les comptes.

###### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif à la comptabilisation des contrats ainsi que les contrôles que nous avons jugé clés pour notre audit, mis en œuvre par les contrôleurs financiers et les responsables opérationnels, notamment ceux relatifs aux coûts imputés par contrat et ceux restants à encourir ;
- vérifier le calcul arithmétique du chiffre d'affaires résultant de la méthode de l'avancement ;
- rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) de la comptabilité analytique avec celles de la comptabilité générale ;
- réaliser des procédures d'audit analytique, notamment relatives aux variations de chiffres d'affaires et de taux de marge significatives d'une période à l'autre.

Pour une sélection de contrats basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs, nous avons par ailleurs réalisé les diligences suivantes :

- nous avons rapproché les données financières (chiffre d'affaires, facturation, coûts et encours de production) figurant dans la fiche de suivi du contrat élaborée mensuellement par le contrôleur de gestion, avec la comptabilité ;
- nous avons corroboré le montant des encours avec les données issues de l'application de saisie des heures par projet ;
- nous avons comparé les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice ;
- sur la base d'entretiens avec les contrôleurs de gestion et/ou les responsables opérationnels, nous avons apprécié les coûts restants à encourir et le degré d'avancement du contrat qu'ils ont déterminé et sur lequel se fondent la comptabilisation du chiffre d'affaires et la reconnaissance de la marge.

##### Dépréciation des créances clients

###### Risque identifié

Les créances clients s'élèvent à KMAD 561 402 en valeur nette au 31 décembre 2020 dont un montant de KMAD 41.905 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique qui se base sur l'ancienneté de la créance (100% de solde pour les créances antérieures à 2 ans et 50% pour les créances antérieures à 1 an). La direction complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, avancement du projet en question, feed-back des opérationnels).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances client comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

###### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- apprécier la qualité de la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;
- tester l'apurement des créances en période subséquente ;
- recalculer la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- effectuer des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets bien que récents présentant un risque de recouvrement.

##### Dépréciation des stocks en cours

###### Risque identifié

Les stocks des travaux en cours s'élèvent à KMAD 77 185 en valeur nette au 31 décembre 2020 dont un montant de KMAD 8 728 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées comme suit :

- pour l'ensemble des travaux en cours, les coûts totaux d'un contrat, et notamment ceux restant à encourir, font régulièrement l'objet d'un suivi et d'estimation afin de déterminer si le degré d'avancement du contrat et le niveau de marge à reconnaître nécessitent d'être révisés. Si ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement pour la totalité de la

perte estimée.

- pour les projets, leur dépréciation correspond à une méthode statistique qui se base sur l'avancement du projet (100% des projets Powercard et NRF dont le taux d'avancement stagne respectivement il y a plus de 3 ans et 2 ans, et 50% entre 1 an et 2 ans) ;
- pour les projets récents, une analyse au cas par cas est faite à chaque clôture pour identifier les stocks relatifs aux projets présentant des signes de dépréciation (blocage du projet, rupture de la relation commerciale...) et les provisionner dans les comptes.

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des stocks en cours comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

###### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- calculer le résultat à terminaison en comparant le total des coûts nécessaires pour l'exécution du contrat au chiffre d'affaires contractuel ;
- confronter les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer les pertes à terminaison identifiées sur les contrats déficitaires avec la performance historique des contrats et les jalons techniques restants à atteindre ;
- apprécier le caractère approprié de l'avancement des projets en testant pour un échantillon les taux d'avancement retenus ;
- recalculer la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- analyser les projets récents en retenant les critères suivants : faible taux d'avancement ou avec une faible évolution entre les exercices, absence de facturation bien que le taux d'avancement soit de 100% ;
- effectuer des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets bien que récents présentant un risque.

#### RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS DE SYNTHÈSE CONSOLIDÉS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne quelle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

#### RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS DE SYNTHÈSE CONSOLIDÉS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 Avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young

PwC Maroc



Abdeslam Berrada Allam  
Associé

**PwC Maroc**  
Lot 57 Tour CFC, 19ème étage, Casa Anfa,  
20220 Hay Hassani - Casablanca  
T: +212 (0) 5 22 59 96 22 R: +212 5 22 23 08 70  
RG: 169167 - TS: 3799135  
IF: 1105706 - CNSS: 7567045

Mounisf Ighiouer  
Associé

### BILAN ACTIF

	Brut	Amortis- sements / Provisions	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)</b>	-	-	-	-
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>41 524 667</b>	<b>26 855 729</b>	<b>14 668 938</b>	<b>13 208 363</b>
Immobilisation en recherche et développement	13 560 538	13 560 538	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Fonds commercial	3 350 000	-	3 350 000	3 350 000
Autres immobilisations incorporelles	24 614 129	13 295 191	11 318 938	9 858 363
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>40 189 018</b>	<b>28 609 247</b>	<b>11 579 770</b>	<b>9 796 790</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions & Agencement de construction	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	20 767 906	14 614 133	6 153 773	4 037 015
Matériel transport	2 171 221	1 749 209	422 011	740 429
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	17 221 990	12 245 905	4 976 085	4 991 445
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	27 901	-	27 901	27 901
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)</b>	<b>155 660 337</b>	<b>1 200 000</b>	<b>154 460 337</b>	<b>147 051 134</b>
Prêts immobilisés	-	-	-	-
Autres créances financières	741 058	-	741 058	741 058
Titres de participation	154 919 279	1 200 000	153 719 279	146 310 076
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)</b>	-	-	-	-
Diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>237 374 022</b>	<b>56 664 976</b>	<b>180 709 045</b>	<b>170 056 287</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>85 913 483</b>	<b>8 728 026</b>	<b>77 185 457</b>	<b>69 413 256</b>
Marchandises	-	-	-	-
Matières et fournitures, consommables	-	-	-	-
Produits en cours	85 913 483	8 728 026	77 185 457	69 413 256
Produits intermédiaires et produits résiduels	-	-	-	-
Produits finis	-	-	-	-
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>753 320 896</b>	<b>41 174 176</b>	<b>712 146 720</b>	<b>752 554 595</b>
Fournis, débiteurs, avances et acomptes	200 000	140 000	60 000	60 000
Clients et comptes rattachés	680 689 509	41 034 176	639 655 333	719 604 531
Personnel	3 400 948	-	3 400 948	2 422 793
État et autres débiteurs	31 401 478	-	31 401 478	17 536 061
Comptes d'associés	-	-	-	-
Autres débiteurs	33 983 007	-	33 983 007	3 996 863
Comptes de régularisation-Actif	3 645 954	-	3 645 954	8 934 347
<b>TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	-	-	-	-
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)</b>	<b>6 522 316</b>	-	<b>6 522 316</b>	<b>870 186</b>
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>845 756 695</b>	<b>49 902 202</b>	<b>795 854 493</b>	<b>822 838 037</b>
<b>TRÉSORERIE - ACTIF</b>	<b>127 585 805</b>	-	<b>127 585 805</b>	<b>37 294 392</b>
Chèques et valeurs à encaisser	-	-	-	-
Banques, TG et CCP	127 504 326	-	127 504 326	37 161 182
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	81 479	-	81 479	133 210
<b>TOTAL III</b>	<b>127 585 805</b>	-	<b>127 585 805</b>	<b>37 294 392</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL I+II+III</b>	<b>1 210 716 521</b>	<b>106 567 178</b>	<b>1 104 149 343</b>	<b>1 030 188 716</b>

### BILAN PASSIF

Rubrique	31/12/2020	31/12/2019
<b>CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>404 652 702</b>	<b>332 296 587</b>
Capital social ou personnel	70 359 900	70 359 900
Prime d'émission, de fusion, d'apport	31 623 410	31 623 410
Écarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	7 035 990	7 035 990
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	223 277 287	151 271 998
Résultat nets en instance d'affectation	-	-
Résultat net	72 356 116	72 005 289
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)</b>	-	-
Subvention d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>57 500 000</b>	<b>37 500 000</b>
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes de financement	57 500 000	37 500 000
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	-	-
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	-	-
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)</b>	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes financières	-	-
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>462 152 702</b>	<b>369 796 587</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>613 888 692</b>	<b>639 215 163</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	143 209 512	127 612 605
Clients créditeurs, avances et acomptes	2 883 205	1 807 616
Personnel	47 473 412	51 447 020
Organisme sociaux	12 137 486	10 371 868
État	8 389 863	9 111 558
Comptes d'associés	-	-
Autres créanciers	535 000	20 506 112
Comptes de régularisation passif	399 260 214	418 358 385
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>25 345 283</b>	<b>19 897 033</b>
<b>ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)</b>	<b>2 762 666</b>	<b>1 279 932</b>
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>	<b>641 996 641</b>	<b>660 392 129</b>
<b>TRÉSORERIE - PASSIF</b>	-	-
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de trésorerie	-	-
Banques (soldes créditeurs)	-	-
<b>TOTAL III</b>	-	-
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>1 104 149 343</b>	<b>1 030 188 716</b>

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

NATURE	2020	2019
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
* Ventes de marchandises (en l'état)	3 241 432	4 141 324
* Ventes de biens et services produits	532 793 455	528 799 180
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>536 034 888</b>	<b>532 940 504</b>
* Variation de stocks de produits	7 772 201	5 091 646
* Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
* Subventions d'exploitation	10 424 664	9 894 519
* Autres produits d'exploitation	901 396	1 554 384
* Reprises d'exploitation et transferts de charges	34 439 447	18 852 819
<b>Total I</b>	<b>589 572 595</b>	<b>568 333 873</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
* Achats revendus de marchandises	2 855 664	1 774 989
* Achats consommés de matières et fournitures	116 758 923	90 531 412
* Autres charges externes	108 832 345	126 330 956
* Impôts et taxes	7 307 085	5 350 152
* Charges de personnel	214 843 511	209 187 505
* Autres charges d'exploitation	27 175 230	10 048 185
* Dotations d'exploitation	25 044 161	26 407 408
<b>Total II</b>	<b>502 816 920</b>	<b>469 630 607</b>
<b>III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>86 755 675</b>	<b>98 703 266</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
* Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés	27 020 097	4 512 435
* Gains de change	7 468 947	2 402 744
* Intérêts et autres produits financiers	237 299	165 458
* Reprises financières : transfert charges	870 186	641 241
<b>Total IV</b>	<b>35 596 529</b>	<b>7 721 878</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
* Charges d'intérêts	2 721 243	3 132 482
* Pertes de change	19 033 556	3 885 980
* Autres charges financières	313 494	-
* Dotations financière	6 522 316	870 186
<b>Total V</b>	<b>28 590 610</b>	<b>7 888 647</b>
<b>VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>7 005 919</b>	<b>-166 770</b>
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>93 761 594</b>	<b>98 536 496</b>
<b>PRODUITS NON COURANTS</b>		
* Produits des cessions d'immobilisations	-	-
* Subventions d'équilibre	-	-
* Reprises sur subventions d'investissement	-	-
* Autres produits non courants	422	75 937
* Reprises non courantes transferts de charges	-	-
<b>Total VIII</b>	<b>422</b>	<b>75 937</b>
<b>CHARGES NON COURANTES</b>		
* Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	-	-
* Subventions accordées	-	-
* Autres charges non courantes	5 544 285	4 477 971
* Dotations non courantes aux amortissement et aux provisions	-	-
<b>Total IX</b>	<b>5 544 285</b>	<b>4 477 971</b>
<b>X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>-5 543 863</b>	<b>-4 402 034</b>
<b>XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)</b>	<b>88 217 732</b>	<b>94 134 462</b>
<b>XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>15 861 616</b>	<b>22 129 173</b>
<b>RÉSULTAT NET (XI-XII)</b>	<b>72 356 116</b>	<b>72 005 289</b>

#### ÉTAT DES SOLDES DE GESTION ( E S G )

##### I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS ( T F R )

		31/12/2020	31/12/2019		
	1	+	Ventes de Marchandises ( en l'état)	3 241 432	4 141 324
	2	-	Achats revendus de marchandises	2 855 664	1 774 989
I		=	<b>MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT</b>	<b>385 768</b>	<b>2 366 335</b>
		+	<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>540 565 656</b>	<b>533 890 826</b>
II	3		Ventes de biens et services produits	532 793 455	528 799 180
	4		Variation stocks produits	7 772 201	5 091 646
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-	-
		-	<b>CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)</b>	<b>225 591 269</b>	<b>216 862 368</b>
III	6		Achats consommés de matières et fournitures	116 758 923	90 531 412
	7		Autres charges externes	108 832 345	126 330 956
IV		=	<b>VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)</b>	<b>315 360 156</b>	<b>319 394 793</b>
V	8	+	Subventions d'exploitation	10 424 664	9 894 519
	9	-	Impôts et taxes	7 307 085	5 350 152
	10	-	Charges de personnel	214 843 511	209 187 505
		=	<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	<b>103 634 224</b>	<b>114 751 656</b>
	11	+	Autres produits d'exploitation	901 396	1 554 384
	12	-	Autres charges d'exploitation	27 175 230	10 048 185
	13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges	34 439 447	18 852 819
	14	-	Dotations d'exploitation	25 044 161	26 407 408
VI		=	<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)</b>	<b>86 755 675</b>	<b>98 703 266</b>
VII		+/-	<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>7 005 919</b>	<b>-166 770</b>
VIII		=	<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>93 761 594</b>	<b>98 536 496</b>
IX		+/-	<b>RÉSULTAT NON COURANT (+ou-)</b>	<b>-5 543 863</b>	<b>-4 402 034</b>
	15	-	Impôts sur les résultats	15 861 616	22 129 173
X		=	<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>72 356 116</b>	<b>72 005 289</b>

##### II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ( C A F ) - AUTOFINANCEMENT

		31/12/2020	31/12/2019		
	1		<b>Résultat net</b>	<b>72 356 116</b>	<b>72 005 289</b>
			Bénéfice +	72 356 116	72 005 289
			Perte -	-	-
	2	+	Dotations d'exploitation (1)	7 287 728	5 683 247
	3	+	Dotations financières (1)	-	-
	4	+	Dotations non courantes(1)	-	-
	5	-	Reprises d'exploitation(2)	-	-
	6	-	Reprises financières(2)	-	-
	7	-	Reprises non courantes(2)(3)	-	-
	8	-	Produits des cessions d'immobilisation	-	-
	9	+	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées (retrait)	-	-
I			<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</b>	<b>79 643 844</b>	<b>77 688 536</b>
	10		Distributions de bénéfices	-	35 179 950
II			<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>79 643 844</b>	<b>42 508 586</b>

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

#### TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

##### I Synthèse des masses du bilan

MASSES	31/12/2020 (a)	31/12/2019 (b)	Variation (a-b)	
			Emplois (c)	Ressources (d)
Financement Permanent	462 152 702	369 796 587	-	92 356 116
Actif Immobilisé	180 709 045	170 056 287	10 652 758	-
<b>FOND DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)</b>	<b>281 443 657</b>	<b>199 740 300</b>	<b>-</b>	<b>81 703 357</b>
Actif Circulant	795 854 493	822 838 037	-	26 983 544
Passif Circulant	641 996 641	660 392 129	18 395 488	-
<b>BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)</b>	<b>153 857 852</b>	<b>162 445 908</b>	<b>-</b>	<b>8 588 056</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF)</b>	<b>127 585 805</b>	<b>37 294 392</b>	<b>90 291 413</b>	<b>-</b>

##### II Emplois et Ressources

	31/12/2020		31/12/2019	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>RESSOURCES STABLES</b>				
<b>AUTOFINANCEMENT (A)</b>		<b>79 643 844</b>		<b>42 508 586</b>
Capacité d'autofinancement		79 643 844		77 688 536
Distribution de bénéfice	-	-	35 179 950	-
<b>CESSIONS &amp; RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)</b>				
Cessions d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	-	-	-	-
Cessions d'immobilisations financières	-	-	-	-
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-
<b>AUG DES CAPITAUX PROPRES &amp; ASSIMILÉS (C)</b>				
Augmentations de capital, Apports	-	-	-	-
Subventions d'investissements	-	-	-	-
<b>AUG DES DETTES DE FINANCEMENTS (D)</b>		<b>30 000 000</b>		
* Autres dettes de financement	-	-	-	-
<b>TOTAL I . RESSOURCES STABLES ( A+B+C+D )</b>	<b>-</b>	<b>109 643 844</b>	<b>-</b>	<b>42 508 586</b>
<b>EMPLOIS STABLES</b>				
<b>ACQUISITIONS ET AUG D'IMMOBILISATIONS (E)</b>	<b>17 940 486</b>		<b>8 300 607</b>	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4 720 576		4 507 081	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 810 707		3 793 526	
Acquisitions d'immobilisations financières	7 409 203		-	
Augmentation des créances immobilisées	-		-	
<b>REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)</b>				
<b>REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)</b>	<b>10 000 000</b>		<b>10 000 000</b>	
<b>EMPLOIS EN NON VALEURS (H)</b>				
<b>TOTAL II . EMPLOIS STABLES ( E+F+G+H )</b>	<b>27 940 486</b>	<b>-</b>	<b>18 300 607</b>	<b>-</b>
<b>VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL ( B F G )</b>	<b>-</b>	<b>8 588 056</b>	<b>40 280 738</b>	<b>-</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>90 291 413</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16 072 759</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>118 231 899</b>	<b>118 231 899</b>	<b>58 581 345</b>	<b>58 581 345</b>



Building a better working world  
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour  
20050 Casablanca  
Maroc

## Aux Actionnaires de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. « HPS »

Casablanca Nearshore Park Shore 1, Secteur A 1100 boulevard Al Qods Sidi Maârouf, Casablanca

### RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020



Lot 57, Tour CFC  
20220 Hay Hassani  
Casablanca, Maroc

## AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

### OPINION

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 30 juin 2018, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 404 652 702 dont un bénéfice net de de MAD 72 356 116. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 17 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS S.A. au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

#### Comptabilisation du chiffre d'affaires sur les contrats à long terme

##### Risque identifié

L'installation des solutions Powercard ainsi que les nouvelles demandes (NRF) sont réalisées sur plusieurs années. Ainsi, leur chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation selon le degré d'avancement, déterminé par comparaison des coûts engagés à la clôture aux coûts totaux prévus sur la durée du contrat. Cette méthode vise à conserver le niveau de charge et à reconnaître la marge uniquement sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Nous avons considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts associés des contrats à long terme comme un point clé de l'audit dans la mesure où les coûts estimés sur ces contrats sont fondés sur des hypothèses opérationnelles et que leur estimation a une incidence directe sur le niveau du chiffre d'affaires et de la marge comptabilisés dans les comptes.

##### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne relatif à la comptabilisation des contrats ainsi que les contrôles que nous avons jugé clés pour notre audit, mis en œuvre par les contrôleurs financiers et les responsables opérationnels, notamment ceux relatifs aux coûts imputés par contrat et ceux restants à encourir ;
- vérifier le calcul arithmétique du chiffre d'affaires résultant de la méthode de l'avancement ;
- rapprocher les données (chiffre d'affaires, coûts et marge) de la comptabilité analytique avec celles de la comptabilité générale ;
- réaliser des procédures d'audit analytique, notamment relatives aux variations de chiffres d'affaires et de taux de marge significatives d'une période à l'autre.

Pour une sélection de contrats basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs, nous avons par ailleurs réalisé les diligences suivantes :

- nous avons rapproché les données financières (chiffre d'affaires, facturation, coûts et encours de production) figurant dans la fiche de suivi du contrat élaborée mensuellement par le contrôleur de gestion, avec la comptabilité ;
- nous avons corroboré le montant des encours avec les données issues de l'application de saisie des heures par projet ;
- nous avons comparé les montants prévus dans les contrats et/ou avenants avec le chiffre d'affaires retenu pour déterminer le chiffre d'affaires à comptabiliser sur l'exercice ;
- sur la base d'entretiens avec les contrôleurs de gestion et/ou les responsables opérationnels, nous avons apprécié les coûts restants à encourir et le degré d'avancement du contrat qu'ils ont déterminé et sur lequel se fonde la comptabilisation du chiffre d'affaires et la reconnaissance de la marge.

#### Dépréciation des créances clients

##### Risque identifié

Les créances clients s'élèvent à KMAD 639 655 en valeur nette au 31 décembre 2020 dont un montant de KMAD 41 034 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées sur la base d'une méthode statistique qui se base sur l'ancienneté de la créance (100% de solde pour les créances antérieures à 2 ans et 50% pour les créances antérieures à 1 an). La direction complète éventuellement cette règle par une analyse au cas par cas intégrant d'autres indices de dépréciation (relation commerciale, avancement du projet en question, feed-back des opérationnels).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des créances client comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

##### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- apprécier la qualité la balance âgée des créances clients en testant pour un échantillon l'ancienneté retenue ;
- tester l'apurement des créances en période subséquente ;
- recalculer la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- effectuer des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets bien que récents présentant un risque de recouvrement.

#### Dépréciation des stocks en cours

##### Risque identifié

Les stocks des travaux en cours s'élèvent à MAD 77 185 457 en valeur nette au 31 décembre 2020 dont un montant de MAD 8 728 026 de provision pour dépréciation.

Ces provisions sont déterminées comme suit :

- pour l'ensemble des travaux en cours, les coûts totaux d'un contrat, et notamment ceux restant à encourir, font régulièrement l'objet d'un suivi et d'estimation afin de déterminer si le degré d'avancement du contrat et le niveau de marge à reconnaître nécessitent d'être révisés. Si ces estimations montrent qu'un contrat sera déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée immédiatement pour la totalité de la perte estimée.
- pour les projets, leur dépréciation correspond à une méthode statistique qui se base sur l'avancement du projet (100% des projets Powercard et NRF dont le taux d'avancement stagne respectivement il y a plus de 3 ans et 2 ans, et 50% entre 1 an et 2 ans).

- pour les projets récents, une analyse au cas par cas est faite à chaque clôture pour identifier les stocks relatifs aux projets présentant des signes de dépréciation (blocage du projet, rupture de la relation commerciale...) et les provisionner dans les comptes.

Nous avons considéré l'estimation du montant de la provision pour dépréciation des stocks en cours comme un point clé de l'audit compte tenu du caractère estimatif de ce processus et son impact significatif sur les comptes.

##### Réponse d'audit

Dans le cadre de notre audit, les procédures mises en place ont consisté à :

- calculer le résultat à terminaison en comparant le total des coûts nécessaires pour l'exécution du contrat au chiffre d'affaires contractuel ;
- confronter les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer les pertes à terminaison identifiées sur les contrats déficitaires avec la performance historique des contrats et les jalons techniques restants à atteindre.
- apprécier le caractère approprié de l'avancement des projets en testant pour un échantillon les taux d'avancement retenus ;
- recalculer la provision sur la base de la méthode statistique retenue par la société ;
- analyser les projets récents en retenant les critères suivants : faible taux d'avancement ou avec une faible évolution entre les exercices, absence de facturation bien que le taux d'avancement soit de 100% ;
- effectuer des entretiens avec les opérationnels pour s'assurer de l'absence de projets bien que récents présentant un risque.

##### Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR POUR L'AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Conformément à l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et amendée, nous vous informons que la société HPS S.A. a augmenté sa participation dans le capital de sa filiale « GPS » de 5%. Ainsi, le pourcentage de détention de HPS S.A. du capital de GPS s'élève ainsi à 30%.

Casablanca, le 28 Avril 2021

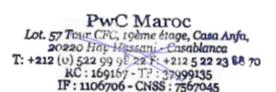
Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young

PwC Maroc



Abdeslam Berrada Allam  
Associé



Mounisf Ighiouer  
Associé